

## Les problèmes de la conservation dans le tiers monde

On a beaucoup parlé ces derniers temps de la conservation dans les pays en voie de développement — on a même agi quelques fois. De nouvelles lois, souvent très strictes, sont passées. Quelques dirigeants politiques ont repris le flambeau de la conservation avec la volonté de réaliser des progrès... rapides! Des groupes surgissent un peu partout pour défendre la cause de la conservation; de façon générale, les divers problèmes soulevés entraînent bien des remous. Ces questions ont éveillé l'intérêt et exacerbé les passions au point que la presse locale et les autres moyens d'information de masse s'en sont emparés. Dans certains pays, il ne se passe guère un jour sans que quelque déclaration ne dénonce vigoureusement divers méfaits, et n'exige réparations.

Certains dirigeants politiques qui ont pris effectivement des mesures énergiques, ont été hautement loués par les conservationnistes dans leur ensemble, notamment ceux des pays plus riches et industrialisés, qui, pendant des années, ont eu le sentiment que leurs propres gouvernements se révélaient trop lents et timorés dans la réalisation des mesures énergiques qu'ils préconisent. Cependant dans certains pays, une fois passée la première impulsion qui était d'applaudir les audacieux dirigeants du tiers monde — apparemment capables d'outrepasser les lourdeurs bureaucratiques — et de leur attribuer le mérite d'avoir lancé les mesures fondamentales nécessaires, il s'est produit une certaine désillusion quand les réalisations ne se sont pas montrées à la hauteur des espoirs initiaux. Bien sûr, il y a eu des succès spectaculaires, mais on a également enregistré des défaites bien décevantes.

Tant qu'il s'agissait d'intentions, de vastes politiques en faveur de la conservation, tant que les mesures concrètes de conservation n'impliquaient pas de réorganisation majeure de la machine gouvernementale, entraînant de nouvelles dépenses considérables et surtout la réduction de divers phénomènes exponentiels — notamment ceux qui sont liés à la croissance économique — la cause de la conservation est restée populaire, et tous les conservationnistes, quelle que soit leur tendance, ont accueilli avec ferveur ce changement, et lui ont apporté leur soutien inconditionnel. Ils ont contribué au mouvement non seulement en soutenant les efforts et les politiques des dirigeants qui prenaient à cœur la conservation, mais aussi en maints endroits en attaquant systématiquement, et parfois avec violence, les institutions officielles ou privées qui adoptaient une position divergente.

Cela n'a pas été sans créer un certain ressentiment. On a accusé les conservationnistes de manquer de sens des responsabilités et de réalisme. On a dit qu'ils s'opposaient aux politiques de création d'emplois, fustigeaient le développement industriel, ignoraient les pauvres fermiers affamés et sans terres pour qui le défrichage est une nécessité, et s'opposaient à des activités traditionnelles comme la chasse. De plus, la conservation a souvent été présentée comme un mouvement importé de l'étranger, en particulier du monde occidental, mis en avant par l'élite intellectuelle et bien-pensante de la société, et promue par des citoyens motivés par leurs émotions plutôt que par une réelle connaissance de l'interaction des facteurs. Toutes ces considérations n'ont guère joué en faveur de la conservation.

Les parcs nationaux ne peuvent être conçus, créés et encore moins gérés par un trait de plume, ou par un décret, et encore moins par de bons sentiments. La prise de conscience des problèmes de la conservation par le grand public ne se fera pas en un jour, ni en une semaine. Il est évidemment très difficile de répondre aux exigences de la croissance économique tout en évitant les conséquences négatives sur le plan des ressources naturelles, de l'énergie, de la pollution, et en les harmonisant avec le maintien des ressources naturelles, ou en ayant pour but de garder un équilibre relatif entre l'humanité et son environnement, de promouvoir la diversité et garder un choix d'options possibles pour les générations futures. Au moment où le nombre des paysans pauvres et sans



NOUVELLE SÉRIE Vol. 6, No 10 OCTOBRE 1975  
Publié avec l'aide financière de l'UNESCO; paraît mensuellement

terres augmente, et où la production agricole ne suit pas la croissance démographique, ceux qui veulent protéger les dernières aires naturelles et leur faune sont reçus sans enthousiasme.

Comment peut-on tirer le meilleur parti de la bonne volonté de dirigeants politiques éminents sans risquer les conséquences décrites ci-dessus?

Bien sûr, il n'est en général pas possible de préconiser des mesures trop radicales, car l'on risquerait de perdre la faveur d'institutions administratives importantes dont l'appui est essentiel. En l'état actuel des choses, la meilleure solution serait de trouver des actions de conservation valables auxquelles différents groupes de conservation pourraient travailler *en commun*: publications, éducation en matière de conservation, cours de formation de gardes et de guides des parcs, construction de centres de visites, tracé de sentiers de nature et autres dans les parcs — toutes activités qui ne risquent pas de susciter la méfiance. Bien sûr, ces activités ne résoudreont pas les problèmes de la conservation au niveau du pays, mais elles aideront les organisations de conservation ayant des termes de références différents, à travailler en commun vers un même objectif. Et, plus utile encore, on évitera ainsi les rivalités entre organisations pour des questions de prestige ou d'argent. Les organisations auront moins tendance à voir d'un mauvais œil les autres organisations qui se disent «conservationnistes» mais ne préconisent pas les mêmes solutions — souvent trop radicales — qu'elles-mêmes.

On peut être sûr qu'une telle stratégie accorderait une place à chaque organisation de conservation, quels que soient ses termes de références, ses sources de financement, et les qualifications de ceux qui les dirigent. Si un tel esprit de coopération et de critique amicale prévalait, les gouvernements, qui ont charge des ressources naturelles du pays, trouveraient les meilleurs moyens d'utiliser la bonne volonté qui s'offre à eux, en déléguant une partie de leurs pouvoirs, en créant des organes consultatifs comprenant des représentants des organisations non gouvernementales de conservation, et en prenant d'autres mesures semblables.

Si les organisations non gouvernementales de conservation ne se saisissent pas de l'occasion qui se présente à elles, elles risquent finalement de perdre le soutien de ces mêmes dirigeants politiques qui ont appuyé leur cause et qui les ont si chaleureusement acclamées pour avoir fait œuvre de pionniers. En fait, plusieurs dirigeants politiques sont capables de présenter les changements, et s'ils pensent que leur attitude initiale de conservationnistes leur coûte plus qu'elle ne leur rapporte, ils se détourneront vers des thèmes plus populaires.

Il est grand temps que les dirigeants politiques actuels et potentiels qui sont conscients des problèmes de la conservation dans le tiers monde — et ailleurs — soient entourés et conseillés par les conservationnistes les mieux qualifiés, capables d'élaborer et d'exécuter des politiques réalistes et des actions qui ont une bonne chance de réussir. Même si toutes leurs solutions ne sont pas aussi rigoureuses qu'on aurait pu le souhaiter, elles auront au moins le mérite de rallier la majorité des institutions gouvernementales et privées à la cause de la conservation. Le temps passe, et trop de rigueur, d'hésitations, de rivalités, au sein des organisations de conservation pourraient bien se révéler catastrophiques et aboutir à la destruction des ressources mêmes qu'elles veulent sauvegarder et transmettre aux générations futures.

Gerardo Budowski

## Activités du programme

### Monnaies de la collection «Sauvez la nature»

Le royaume de Thaïlande a émis dernièrement des monnaies représentant des animaux sauvages menacés d'extinction. C'est la 5<sup>e</sup> nation à participer à la collection de monnaies «Sauvez la nature», qui est patronnée par l'UICN et le WWF. Trois pièces ont ainsi été émises: une pièce d'or valant 5000 baht et représentant le martinet des rivières aux yeux blancs (*Pseudochelidon sirintarae*), et deux pièces d'argent valant respectivement 100 et 50 baht, et représentant le rhinocéros de Sumatra (*Didermoceros sumatrensis*) et le cerf d'Eld du Siam (*Cervus eldi siamensis*).

C'est en septembre 1974 que l'Indonésie avait émis les premières monnaies de la collection, suivie par la Tanzanie, le Costa Rica, le Népal, la Thaïlande et le Zaïre. D'ici la fin de 1975, d'autres pièces seront émises par Maurice et le Venezuela. (Jusqu'en 1976, les pièces du Zaïre et du Venezuela ne seront disponibles que dans les pays d'émission, après quoi elles pourront être acquises par les collectionneurs du monde entier.)

Les pays émetteurs ont pris les mesures nécessaires pour que les pièces aient cours légal. Les pièces sont mises en circulation dans le pays même, ce qui souligne la nécessité de protéger les animaux menacés du pays, mais elles sont également vendues aux collectionneurs du monde entier. Le bénéfice de la vente de ces pièces rares aux collectionneurs financera des programmes concrets de conservation. Jusqu'à présent, près de 500 000 dollars ont été versés aux pays participants pour financer des projets locaux de conservation.

La collection de monnaies «Sauvez la nature» est le premier exemple de coopération de plusieurs Etats qui, pour soutenir la même cause, ont émis des pièces ayant cours légal. Le *Royal Mint* de Londres a été chargé de dessiner et battre toutes les monnaies émises jusqu'à maintenant pour la collection. Le *Royal Mint* bat monnaie pour 60 pays.

Les pièces sont vendues aux collectionneurs par un réseau international d'agents numismates réputés, sous la direction de la firme anglaise *Spink and Son Ltd.*, qui est conseiller auprès de l'UICN, du WWF et des gouvernements participant à la collection.

Pour obtenir des informations sur l'acquisition des monnaies de la collection, s'adresser à: UICN/WWF Coordinator, 20 Harcourt House, 19 Cavendish Square, London W1M 9AB, Grande-Bretagne.

### Priorités de recherche pour les cétacés menacés et ceux dont l'état est indéterminé

En 1974, le groupe de spécialistes des baleines de la CSS de l'UICN avait préparé une liste des priorités de recherche internationale pour les populations de grands cétacés qui avaient été exploités auparavant, mais qui ont été protégés par la suite par la Commission baleinière internationale, ainsi que pour les populations de petits cétacés qui étaient probablement fortement exploités, par prises directes ou accidentelles (Bulletin, Vol. 5, N° 6).

Les activités entrant dans le cadre de la décennie internationale de recherche sur les cétacés, connaissent actuellement un regain d'intérêt. Il est essentiel que les populations de cétacés effectivement ou probablement menacées d'extinction occupent une place prépondérante dans ce programme. L'ordre de priorités établi par le groupe de spécialistes des baleines est donc indiqué ci-dessous, ce qui apporte une contribution opportune aux discussions actuelles à ce propos.

#### Grands cétacés

Une plus ample information est nécessaire concernant les populations suivantes qui sont indiquées par ordre de priorités, hémisphère par hémisphère:

##### Hémisphère Nord

Baleine grise (*Eschrichtius robustus*) dans les eaux asiatiques; baleine noire (*Eubalaena glacialis*) au Nord-Est de l'océan Atlantique;

baleine boréale (*Balaena mysticetus*) au Nord-Est de l'océan Atlantique; mégaptère (*Megaptera novaeangliae*) dans tous les océans.

##### Hémisphère Sud

Mégaptère dans tous les océans; baleine noire dans tous les océans; balénoptère bleu (*Balaenoptera musculus*) dans tous les océans.

#### Petits cétacés

Des études doivent être entreprises ou poursuivies sur les espèces ou populations suivantes:

**Premier groupe prioritaire** (espèces menacées sur toute leur aire de distribution)

Dauphin de l'Indus (*Platanista indi*)  
marsouin de Dall (*Phocoenoides dalli*);  
Hypérodon (*Hyperoodon ampullatus*).

**Deuxième groupe prioritaire** (espèces menacées sur une partie de leur aire de distribution):

Petit rorqual (*Balaenoptera acutorostrata*) dans le Pacifique Nord-Ouest et l'Atlantique;  
dauphin tacheté (*Stenella cf. attenuata*) dans l'océan Pacifique tropical oriental;  
dauphin à long bec (*Stenella langirostris*) dans les zones de pêche au thon du Pacifique;  
dauphin commun (*Delphinus delphis*) dans la mer Noire et les zones de pêche au thon de la région tropicale orientale de l'océan Pacifique;  
marsouin (*Phocoena phocoena*) dans la Baltique, la mer Noire, et au large des côtes Ouest du Groenland;  
glocéphale noir (*Globicephala melaena*) dans les eaux de Terre-Neuve;  
belouga (*Delphinapterus leucas*) dans certaines régions.

Parmi ceux qui ont été soumis au groupe de spécialistes, les projets suivants ont été retenus pour être financés en priorité:

- mise au point d'un marquage externe visible des grands cétacés, car cela présente un intérêt certain pour plusieurs études de populations;
- dauphin de l'Indus - dénombrement et étude des besoins de conservation. Une étude comparative du dauphin de l'Indus et du dauphin du Gange (*Platanista gangetica*) pourrait être envisagée;
- baleines à bec de Blainville (*Pontoporia blainvillei*) - étude de l'état des populations des eaux uruguayennes, pour terminer une importante série de recherches sur cette espèce;
- recherche sur l'état de la baleine franche, du rorqual bleu et du narval (*Monodon monoceros*) dans les régions glacées de l'Atlantique Nord-Est;
- études aériennes des mégaptères et des baleines franches au large des côtes occidentales australiennes.

D'autres sujets ont été considérés comme importants, mais n'ont pas fait l'objet de projets spécifiques: des études importantes coordonnées sur les cétacés et leur environnement océaniques; des études pour déterminer le nombre de prises directes ou indirectes qui ne font pas actuellement l'objet de statistiques; la préparation de guides permettant d'identifier sur le terrain les baleines et les dauphins; un examen des informations, publiées ou non, sur les cétacés en captivité.

Le projet de mise au point d'un marquage externe visible pour les baleines et les dauphins de l'Indus a été inclus dans le programme de conservation de l'UICN et du WWF pour 1975; il débutera avant la fin de l'année.

#### Publication du compte rendu de la Conférence du Pacifique Sud

Le rapport de la Conférence du Pacifique Sud sur les parcs nationaux et les réserves, qui a eu lieu à Wellington, en Nouvelle-Zélande, du 24 au 27 février 1975, a été publié par le département néo-zélandais des terres et du cadastre, pour l'autorité des parcs nationaux. La réunion, qui était patronnée par le gouvernement néo-zélandais, la Commission du Pacifique Sud et l'UICN, avait fait l'objet d'un article du Bulletin (Vol. 6, N° 4), qui consacrait en outre un supplément spécial aux recommandations de la conférence.

Les 229 pages du compte rendu comprennent le rapport des séances, 5 discours, 19 rapports et 4 documents de l'UICN – notamment un projet de convention sur la conservation dans la région du Pacifique Sud. Il comporte 12 pages d'index.

### Publication d'un rapport d'étude sur la conservation des îles Canaries

Un rapport de 155 pages résultant du projet de l'UICN et du WWF, «Étude de la conservation dans les îles Canaries», vient juste de paraître. Sous la supervision scientifique de Günther Kunkel, l'ouvrage a été publié en juillet 1975 en espagnol par les autorités gouvernementales de Las Palmas de Grande Canarie, sous le titre de *Inventario de los Recursos Naturales Renovables de la Provincia de Las Palmas*; il a été financé par une subvention de l'UICN et du WWF octroyée par l'intermédiaire de ASCAN (*Asociación Canaria para Defensa de la Naturaleza*) et par une subvention spéciale du conseil de l'île de la Grande Canarie.

L'étude couvre environ la moitié des îles Canaries. Elle comporte une estimation critique de la flore et de la végétation, de l'avifaune, de la vie marine et des zones côtières. Les facteurs physiques, les espèces importantes – endémiques, natives ou établies – ainsi que leur répartition et leur importance numérique, ont été étudiés de près. La dernière partie traite des sites dont la protection est proposée, comprenant des écosystèmes terrestres et marins, tous décrits et cartographiés.

L'ouvrage coûte 250 pesetas (US\$ 4.30), et peut être obtenu en s'adressant à ASCAN, Presidente Alvear, 50-2<sup>e</sup>, Las Palmas de Gran Canaria, Islas Canarias, Spain.

### Nouvelles publications de l'UICN

L'UICN vient de publier les documents suivants:

*Piano d'Azione come è Stato Approvato dal Convegno Internazionale «L'Avvenire delle Alpi»*, document occasionnel N° 13 (I), 20 p., en italien, US\$ 3.00, frais d'envoi compris. Il s'agit de la version officielle en italien du plan d'action qui avait résulté du Symposium international réuni à Trente, en Italie, du 31 août au 6 septembre 1974, et qui avait déjà été publié en français et en allemand.

*A Preliminary Classification of Coastal and Marine Environments*, de G. Carleton Ray. Document occasionnel N° 14, 27 p., US\$ 3.50, frais d'envoi compris.

## Notes sur la conservation

### Résolutions du XII<sup>e</sup> Congrès international de botanique de Leningrad

Le XII<sup>e</sup> Congrès international de botanique vient d'avoir lieu à Leningrad, en URSS, du 3 au 10 juillet 1975. Il avait été organisé par l'Institut botanique Komarov, l'Institut Timiriavzev de physiologie des plantes, et le jardin botanique principal – toutes ces institutions relevant de l'Académie des sciences de l'URSS – avec la collaboration de la Société botanique d'URSS, l'Institut de recherche Vavilov sur l'industrie des plantes, l'Académie forestière Kirov de Leningrad et l'Université d'Etat Jdanov de Leningrad. Le congrès s'est tenu sous l'égide de l'Union internationale des sciences biologiques (UISB).

Les résolutions adoptées par le congrès ont une importance considérable. Quelques-unes figurent ci-dessous.

**Nous, membres du XII<sup>e</sup> Congrès international de botanique réuni à Leningrad, demandons** à toutes les nations et à leurs gouvernements d'accorder la priorité à la production de nourriture, à sa distribution et à son stockage efficaces, conformément aux principes de la conservation et à la nécessité de préserver la diversité génétique de la flore et de la faune de la Terre, afin que la population mondiale actuelle et future puisse être approvisionnée adéquatement en nourriture; et

**Nous, membres du congrès, engageons** notre coopération individuelle à l'aspect scientifique de cet effort.

**Le congrès, reconnaissant** que toute la nourriture des hommes provient, directement ou indirectement, du monde végétal;

● que les ressources disponibles en nourriture sur la Terre sont insuffisantes pour fournir la nourriture nécessaire à une population en expansion rapide;

● que la sage utilisation de la terre doit se fonder sur des études écologiques rationnelles qui nécessitent une connaissance adéquate de la flore locale;

● que la flore de nombreux pays est encore mal connue, que souvent les manuels taxonomiques font défaut, et que les botanistes taxonomiques compétents sont en nombre insuffisant pour accomplir toutes les tâches qui se présentent à eux;

● qu'un grand nombre d'espèces végétales – dont certaines n'ont pas encore été décrites ou sont mal connues – sont menacées d'extinction du fait de l'utilisation intensive des terres et du bouleversement technologique, et que bon nombre d'entre elles pourraient être utiles à l'homme;

**demande instamment** à tous les gouvernements, en particulier à ceux qui apportent une assistance technique aux pays en voie de développement, de renforcer la formation des botanistes taxonomiques et la recherche dans ce domaine, afin que la richesse de notre monde végétal puisse, dans toute la mesure du possible, être explorée, que celui-ci soit sauvé de l'extinction quand il est menacé, et qu'il soit utilisé pour améliorer l'agriculture, la sylviculture et l'utilisation rationnelle du territoire en général.

**Le congrès, reconnaissant** que, dans bien des parties du monde, les activités humaines ont provoqué

● une réduction considérable des écosystèmes naturels productifs, accompagnée de pertes en ressources végétales non renouvelables;

● l'extinction ou la réduction grave de nombreuses espèces végétales;

● et une augmentation du nombre des régions dégradées du fait des activités humaines;

**conscient** de ce qu'aussi longtemps que la population mondiale augmentera, et que les styles de vie changeront, cette tendance se poursuivra et aboutira à une dégradation progressive de la couverture végétale terrestre, ce qui pourrait entraîner une instabilité de la biosphère, et finalement affecter la capacité de l'homme à produire de la nourriture et tout ce qui est essentiel à sa survie;

**recommande** que la recherche soit étendue dans le monde entier sur

● les écosystèmes naturels et les changements qui leur sont apportés par l'homme;

● les méthodes de protection des écosystèmes contre de nouvelles dégradations de l'homme;

● les problèmes de restauration des écosystèmes qui ont déjà subi des dommages, quand elle présente un intérêt pour le bien-être de l'homme.

**Le congrès, soulignant** qu'en dernier ressort l'homme dépend du monde végétal, remarquant que les espèces et les écosystèmes sont de plus en plus rapidement détruits par l'homme,

**demande instamment** aux gouvernements de tous les pays, en particulier ceux des Tropiques, d'agir rapidement et efficacement pour

● conserver les plantes sauvages de toutes les manières possibles, en créant et en entretenant des réserves naturelles et des parcs nationaux, en augmentant le nombre des jardins botaniques et autres centres pour les plantes; et

● initier ou encourager l'exploration et la recherche sur les ressources mondiales en plantes dont dépendent les futurs développements bénéfiques en agriculture, sylviculture, et autres utilisations des plantes.

**Le congrès, conscient** de la menace sérieuse à la survie de nombreuses espèces végétales du fait d'une utilisation plus intensive des terres, et de l'extension et du développement de l'agriculture et de la sylviculture des cinq continents, mais également très conscient de la nécessité de préserver autant que possible la diversité génétique du royaume des plantes au profit de l'économie, de la culture et de l'esthétique des générations futures,

**Accueille** avec satisfaction la création par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, d'un comité des plantes menacées, et engage le monde entier à l'assister dans ses travaux.

**Le congrès, préoccupé** par le manque général de compréhension de la part du public vis-à-vis des lois qui régissent notre biosphère,

**demande instamment** aux responsables des programmes scolaires et universitaires du monde entier d'étendre et d'encourager l'étude des principes écologiques et de la conservation de la nature.

### Symposium sur les prédateurs

A l'occasion de la réunion annuelle de la Société américaine de mammologie, un symposium sur les prédateurs s'est tenu le 19 juin dernier à l'Université de Montana, aux Etats-Unis. Vingt communications provenant d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, et d'Afrique, ont été présentées; elles traitaient de la relation prédateur/proie, de la biologie des prédateurs, du management, et de leur comportement.

Des extraits des communications peuvent être obtenus au prix de US\$ 2.00 en s'adressant à Zoology Department University of Montana, Missoula, USA.

### Lord Hurcomb

Lord Hurcomb, vice-président de l'UICN de 1954 à 1960, est décédé le 7 août 1975 à l'âge de 92 ans. Il a participé activement à la conservation de la nature pendant de nombreuses années, notamment en occupant des postes importants: président de la *Society for the Promotion of Nature Reserves* (1951-1961), membre de la *Nature Conservancy* (1952-1962), et président de cette société en 1962, président-fondateur du *Council for Nature* (1958), et président de la *Royal Society for the Preservation of Birds* (1962-1966). Il fut également en charge de la section britannique du Fonds mondial pour la nature.

En 1960, Lord Hurcomb avait été nommé membre honoraire de l'Union. En cette occasion, l'UICN lui avait exprimé sa reconnaissance pour ses avis judicieux et ses sages conseils. C'est avec un grand regret que nous avons appris la mort de cet ami convaincu de l'UICN, qui a joué un rôle si important durant les premières années de l'Union.

## Nouvelles du WWF

### Un Directeur général adjoint au Fonds mondial pour la nature

M. Charles de Haes a été nommé Directeur général adjoint du Fonds mondial pour la nature; il travaillera avec M. Fritz Vollmar, qui est au WWF depuis 1962. M. de Haes, homme d'affaires expérimenté, avait été étroitement associé, à un haut niveau, aux collectes de fonds du Fonds mondial pour la nature au cours des cinq dernières années. Il avait récemment été nommé expert-conseil et conseiller honoraire auprès du président du WWF, S.A.R. le prince des Pays-Bas.

Le Dr Vollmar s'occupera des questions de conservation, pour lesquelles il entretiendra un lien étroit avec l'UICN et d'autres organisations de conservation, tandis que M. de Haes s'occupera essentiellement des collectes de fonds, des relations avec le public, des finances et de l'administration.

## Bibliographie

**Goodland, R.J.A., and Irwin, Howard S.** An ecological discussion of the highway construction program in the Amazon basin. *Landscape Planning* 1 (2-3): 123-254. 1974.

D'ordinaire, le bulletin ne publie pas de critiques d'articles de revues, mais l'article dont il est question ici a la taille d'un livre; il comporte plus de 400 références et donne une vue d'ensemble de la question traitée. Il y a des chapitres sur l'histoire du réseau routier amazonien en général, le déboisement et l'utilisation des terres, l'écologie humaine et la nosogéographie (géographie des maladies); une excellente section est consacrée aux Amérindiens – sujet qui passionne visiblement les auteurs. Ainsi, il y a une remarquable liste des tribus connues, avec une analyse des répercussions qu'a ou qu'aurait sur elles la construction de routes. Les chapitres sur la flore et la végétation, la faune, ainsi que des notes sur les espèces menacées, l'industrie (et la mine) et une conclusion, terminent cette étude de 132 pages. Toutes ces données seront utiles aux Brésiliens – même si elles ne devaient pas être agréables pour tout le monde – ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent à l'Amazonie. On peut féliciter les auteurs d'avoir tenté de réunir toutes ces informations.

L'article comporte inévitablement des omissions. La plus importante, à mon avis, est l'information concernant les pays limitrophes (Pérou, Colombie et Venezuela) qui ont de vastes zones appartenant au bassin amazonien. Par ailleurs, les auteurs n'ont pas inclus les conclusions et les recommandations du Symposium international sur la faune et la flore amazoniennes et les pêcheries d'eau douce, qui a eu lieu à Manaus en novembre 1973.

Quelques-unes des propositions des auteurs sont peu réalistes. Ils accordent une confiance excessive à l'introduction de certaines espèces animales ou végétales, et à l'élevage d'espèces locales. L'élevage de tortues de rivières, qui fut un temps pratiqué par les Indiens, en est actuellement au stade expérimental. Toutefois, si ces activités dépendent d'œufs pris dans la nature, elles pourraient épuiser les populations locales au lieu d'alléger les pressions qui s'exercent sur elles. La même remarque vaut pour les crocodiles. La déclaration attribuée à Janzen, selon laquelle le riz de l'Asie du Sud-Est est bien moins vulnérable aux insectes que celui d'Amazonie, demande à être vérifiée.

Les auteurs remarquent à la page 159 que lorsqu'on aura identifié tous les sols «varzea» – sols alluviaux sujets à des inondations annuelles – leur total se montera à moins de 1% de la superficie de l'Amazonie – même si ce modeste pourcentage représente 50 000 km<sup>2</sup>.

Les données sur les pâturages naturels ou obtenus artificiellement dans les savanes du llanos de Venezuela et de Colombie, qui ont en général de meilleurs sols (dont l'origine provient des jeunes Andes), indiquent une très faible capacité moyenne de charge, et il n'y a pas lieu de croire que les savanes amazoniennes feront mieux, au contraire.

L'exportation de poissons d'aquarium requiert une analyse plus poussée, car l'exportation d'Amazonie se chiffre par millions de dollars par an. Ne citer que 15 000 dollars US par an est une source d'erreurs (p. 164).

La partie la moins bonne de l'article est sans doute celle qui est consacrée à la sylviculture. L'assertion (p. 161) selon laquelle l'utilisation rationnelle de la forêt est en net progrès, est contestable.

Ces quelques critiques sont minimes et ne devraient pas diminuer la grande valeur de l'article. Si elles sont présentées ici, c'est parce que les critiques de ceux qui préconisent la prudence dans la mise en valeur de l'Amazonie guettent le moindre faux pas pour saper toutes les tentatives de conservation à grande échelle. Elles peuvent également aider les auteurs à publier un compte rendu plus exact de leur expérience, qui pourrait en outre comprendre une table des matières, un index et une série de conclusions plus convaincantes.

Gerardo Budowski

## BULLETIN UICN

Publication mensuelle de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources bénéficiant de l'appui financier de l'Unesco. Subvention de l'UNESCO 1975 DG/2.1/414/41.

Tous les textes peuvent être reproduits sous réserve de mention spéciale. La rédaction serait reconnaissante de recevoir les textes reproduits en deux exemplaires.

Les personnes désireuses de faire paraître des articles dans le bulletin sont priées d'écrire à la rédaction.